

Rapport
du
Tribunal fédéral à l'Assemblée fédérale
sur
sa gestion en 1902.
(Du 28 février 1903.)

Monsieur le président et messieurs,

Nous avons l'honneur de vous soumettre, conformément à l'article 47 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire, le rapport sur notre gestion en 1902.

A. Partie générale.

Dans le courant de l'année 1902, le Tribunal fédéral a eu à regretter le décès de M. le juge fédéral Dr Hafner, qui lui a appartenu d'abord en qualité de greffier, puis dès 1879 comme membre, et qui l'a présidé pendant les années 1893 et 1894. L'Assemblée fédérale a élu à sa place, le 12 juin 1902, M. le juge cantonal Albert Ursprung, à Zurzach, qui est entré en fonctions le 1^{er} juillet.

Le Tribunal a éprouvé, à la fin de l'année, une nouvelle perte dans la personne de M. le Dr Prélaz, nommé en 1895 secrétaire français. La place devenue vacante à la suite de ce décès n'a pas encore été repourvue. Ces fonctions ont été confiées provisoirement à M. le secrétaire Dr Piccard, qui a été remplacé à son tour pour les affaires en langue allemande par M. l'avocat W. Renold, de Dättwil (Argovie), lequel avait déjà été occupé momentanément comme secrétaire provisoire, dans le courant de l'année précédente.

L'augmentation des affaires de la II^e Chambre, signalée dans notre dernier rapport, a continué au commencement de

l'année 1902; pendant le cours du 1^{er} trimestre en effet, il est arrivé 104 recours de droit public. En revanche, dans les trois derniers trimestres, il s'est produit, sans doute en partie ensuite de la pratique plus sévère du Tribunal en matière de condamnation à des émoluments de justice et à des amendes, une diminution sensible des entrées, de sorte que le nombre total des recours de droit public s'est élevé en 1902 à 321, alors que ce nombre avait été de 333 l'année précédente. Ce résultat présente toutefois un excédent si considérable sur les entrées durant les années passées (240 en 1896, 249 en 1897, 291 en 1898, 270 en 1899), qu'il a paru nécessaire de décharger la II^e Chambre d'un certain nombre d'affaires. A cet effet, la modification apportée le 20 juillet 1899 au règlement du Tribunal fédéral et signalée dans notre rapport de gestion de 1899, a été rapportée en ce sens que les recours en réforme en matière de poursuite pour dettes et de faillite ont été enlevés de nouveau à la II^e Chambre, et attribués à la première comme précédemment.

Il s'est produit en revanche, en 1902, une diminution notable des recours concernant les poursuites, et ce non seulement relativement à leur nombre, mais aussi quant à leur importance. Il surgit bien encore des questions nouvelles, d'une portée de principe, mais leur nombre diminue d'année en année dans une proportion telle qu'on pourra songer avant qu'il soit longtemps à une revision de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Il est incontestable que la revision de cette loi est à un haut degré désirable. D'ailleurs, les nombreuses décisions de principe rendues par les autorités de surveillance, ainsi que les résultats de la statistique des poursuites fourniront de très nombreux matériaux à l'effet de s'orienter en ce qui a trait aux déficiences existantes et aux moyens d'y remédier. Touchant la statistique des poursuites, il convient de mentionner que les résultats des années 1898 et 1899 ont été transmis en octobre dernier au bureau fédéral de statistique à Berne, en vue du calcul des pourcent et de l'impression; ils pourront donc être publiés très prochainement. Malheureusement, la rectification des données statistiques émanées des nombreux offices de poursuites et de faillites, ainsi que des autorités judiciaires, exige maintenant encore un travail très long. On peut toutefois inférer de la comparaison des trois rapports annuels existants que les inexacritudes à signaler encore ne sont pas d'une grande importance.

Par décision du Conseil fédéral en date du 25 octobre 1902, les commissions fédérales d'estimation en fonctions jusqu'alors

ont été déclarées hors d'activité à partir de la fin de l'année, pour faire place à des commissions nouvelles, qui ont à fonctionner chacune dans le territoire d'un canton entier, ou d'une fraction importante de canton. En conséquence, le Tribunal fédéral a dû désigner à nouveau les premiers membres et les suppléants des premiers membres de toutes les commissions d'arrondissement nouvellement créées.

Depuis quelque temps déjà, en partie ensuite de l'augmentation des affaires, la nécessité d'une réorganisation de la Chancellerie du Tribunal fédéral se fait sentir, surtout en ce qui concerne la répartition des travaux entre les divers employés et la tenue de la caisse. En conséquence, la révision du règlement actuel fut commencée en 1902. Un projet relatif à cet objet a été rédigé et discuté, mais la liquidation définitive de cette affaire n'a pu être terminée dans le courant de ladite année.

En dehors des affaires indiquées dans les tableaux statistiques ci-après, de nombreuses requêtes adressées au Tribunal fédéral ont été liquidées par les présidents des sections. En outre, la troisième Chambre a reçu diverses demandes de renseignements, relatives en particulier à l'interprétation de la loi sur les poursuites ; toutefois, conformément à sa pratique constante, le Tribunal n'est pas entré en matière sur ces requêtes. En revanche un échange de vues a eu lieu entre le Département fédéral de Justice et Police et la troisième Chambre du Tribunal fédéral, sur la question de savoir si les avis envoyés par les offices de poursuite et de faillite pour être insérés dans la *Feuille officielle fédérale du Commerce* ne devraient pas, avant leur impression, être examinés au point de vue de leur légalité, et, au besoin, corrigés par un fonctionnaire appartenant soit au Conseil fédéral soit au Tribunal fédéral. Malgré l'utilité que pourrait présenter un semblable examen, la troisième Chambre n'a pas estimé qu'il pût être imposé au Tribunal, attendu, d'une part, que les greffiers et les secrétaires, auxquels ce travail aurait dû être confié, sont déjà assez chargés de besogne, et, d'autre part, qu'un contrôle exécuté au siège du Tribunal fédéral, c'est-à-dire à grande distance du lieu d'impression de la *Feuille officielle du Commerce*, aurait certainement pour effet d'entraîner des retards regrettables dans les publications dont il s'agit.

Pendant l'année 1902, il a été de nouveau nécessaire de convoquer souvent des juges suppléants, ce en partie pour cause de maladie de plusieurs membres du Tribunal, et ensuite

du congé accordé à trois de ceux-ci, à l'effet de prendre part aux séances de la Commission du droit civil désignée par le Conseil fédéral.

Le nombre total des *séances* du Tribunal fédéral en 1902 s'élève à 207 ; elles se répartissent de la manière suivante : séances plénières 25, de la I^e Section 74, de la II^e Section 75, de la Chambre des poursuites et faillites 27, de la Cour de cassation 4, de la Cour pénale fédérale 2.

B. Partie spéciale.

I. Administration de la justice civile.

Le tableau ci-après donne un aperçu des causes civiles dont le Tribunal fédéral a été nanti en 1902.

| Nature de la cause. | Reportées de 1901. | Causes nouvelles. | Total. | Liquidées. | Pendantes. |
|---|--------------------|-------------------|--------|------------|------------|
| 1. Procès portés directement devant le Tribunal fédéral . | 42 | 19 | 61 | 31 | 30 |
| 2. Recours en matière d'expropriation | 118 | 120 | 238 | 105 | 133 |
| 3. Recours en réforme contre des jugements de tribunaux cantonaux | 29 | 285 | 314 | 288 | 26 |
| 4. Demandes de révision | 1 | 3 | 4 | 3 | 1 |
| 5. Demandes d'interprétation | — | 3 | 3 | 2 | 1 |
| 6. Recours en cassation | — | 2 | 2 | 2 | — |
| 7. Demandes de modération | 1 | — | 1 | — | 1 |
| Total | 191 | 432 | 623 | 431 | 192 |

1. Contestations civiles portées directement devant le Tribunal fédéral.

Les 61 procès soumis directement au tribunal se répartissent comme suit :

- 1 procès entre la Confédération et un canton ;
- 8 procès entre la Confédération comme défenderesse et des particuliers comme demandeurs ;
- 24 procès entre cantons, d'une part, et des particuliers ou des corporations, d'autre part ;
- 2 contestations entre communes de cantons différents, touchant le droit de cité ;
- 2 procès entre compagnies de chemins de fer, concernant l'article 30 de la loi fédérale du 23 décembre 1872 sur l'établissement et l'exploitation des chemins de fer ;
- 2 procès portés devant le Tribunal fédéral en vertu de l'article 39, alinéa 2 de la même loi ;
- 3 actions fondées sur l'article 23 de la loi fédérale du 1^{er} mai 1850 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- 2 procès basés sur l'article 47 de la même loi ;
- 1 procès concernant le raccordement de voies ferrées (loi fédérale du 19 décembre 1874) ;
- 1 contestation entre particuliers touchant l'application de l'article 12 de la loi fédérale du 29 juin 1888 sur les brevets d'invention ;
- 2 contestations touchant l'application de l'article 10 combiné avec les articles 8 et 9 de la loi fédérale concernant l'établissement de lignes télégraphiques et téléphoniques, du 26 juin 1889 ;
- 12 procès portés directement devant le Tribunal fédéral par convention des parties ;
- 1 procès en matière de heimatlosat.

61

Le *sort* de ces affaires est indiqué par le tableau suivant :

| Nature de la cause. | Retrait de la demande ou transaction. | Incompétence ou non entrée en matière. | Demande admise en tout ou en partie. | Rejet de la demande. | Restées pendantes. | Total. |
|---|---|--|--|-------------------------|-----------------------|--------|
| 1. Procès entre la Confédération et des cantons | — | — | — | — | 1 | 1 |
| 2. Procès de particuliers, comme demandeurs, contre la Confédération, comme défenderesse | 3 | — | — | — | 5 | 8 |
| 3. Procès entre cantons, d'une part, et particuliers ou corporations, d'autre part | 11 | — | 1 | 2 | 10 | 24 |
| 4. Contestations entre communes de différents cantons, touchant le droit de cité | — | — | — | — | 2 | 2 |
| 5. Procès entre compagnies de chemins de fer touchant l'article 30 de la loi du 23 décembre 1872 | 2 | — | — | — | — | 2 |
| 6. Procès basés sur l'article 39, alinéa 2 de la même loi | — | — | — | — | 2 | 2 |
| 7. Actions fondées sur l'article 23 de la loi du 1 ^{er} mai 1850 sur l'expropriation | — | — | 2 | — | 1 | 3 |
| 8. Procès basés sur l'article 47 de la même loi | 1 | — | — | — | 1 | 2 |
| 9. Procès concernant le raccordement de voies ferrées (loi fédérale du 19 décembre 1874) | — | — | 1 | — | — | 1 |
| 10. Contestations entre particuliers touchant l'article 12 de la loi fédérale du 29 juin 1888, sur les brevets d'invention | — | — | — | — | 1 | 1 |
| 11. Contestations touchant l'application de l'article 10 combiné avec les articles 8 et 9 de la loi fédérale concernant l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques, du 26 juin 1889 | — | — | — | — | 2 | 2 |
| 12. Procès portés devant le Tribunal fédéral par convention des parties | 4 | — | 1 | 2 | 5 | 12 |
| 13. Procès en matière de heimatlosat | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Total | 21 | — | 6 | 4 | 30 | 61 |

retard apporté à la procédure d'estimation et *une* demande de convocation des commissions d'estimation. La répartition entre les parties mises au bénéfice du droit d'expropriation est la suivante :

Chemins de fer fédéraux :

| | |
|--|----|
| II ^e arrondissement (Central) | 21 |
| III ^e » (Nord-Est) | 3 |
| IV ^e » (Union Suisse) | 1 |
| Commune d'habitants de Berne (chemin de fer routier) | 2 |
| Commune de Lucerne (place de tir) | 25 |

Compagnies de chemins de fer :

| | |
|---|-------|
| Jura-Simplon | 3 |
| Gothard | 30 |
| Berne-Neuchâtel | 3 |
| Ligne du Gürbenthal | 4 |
| Chemins de fer rhétiens | 29 |
| Erlenbach-Zweisimmen | 39 |
| Lignes du Grand Duché de Bade | 21 |
| Vevey-Chexbres | 6 |
| Uerikon-Bauma | 3 |
| Chemin de fer du Birseck | 4 |
| Chemin de fer électrique Châtel-Bulle-Montbovon | 14 |
| Montreux-Oberland bernois | 16 |
| Aarau-Schöftland | 2 |
| Vevey-Blonay-Chamby | 10 |
| St-Gall-Trogen | 2 |
| | <hr/> |
| | 238 |

Ces affaires ont eu le *sort* suivant :

| | |
|--|----|
| Recours retirés ou devenus sans objet | 6 |
| Recours terminés par transaction | 8 |
| Recours terminés par adoption du prononcé de la commission d'instruction | 87 |
| Recours terminé par arrêt du Tribunal fédéral refusant d'entrer en matière | 1 |
| Recours terminés par arrêt au fond du Tribunal fédéral | 3 |

Total des cas terminés en 1902 105

Cas reportés à 1903 133

238

Des cas qui n'ont pu être liquidés en 1902, 10 datent de l'année 1899, 23 de l'année 1901; les 100 autres ont été introduits en 1902, dont 79 pendant le second semestre.

Le cas sur lequel le tribunal n'est pas entré en matière concernait une demande de convocation de la commission fédérale d'estimation (à propos de la construction de la ligne Berne-Neuchâtel); cette demande fut déclarée irrecevable, son objet rentrant dans la compétence du Conseil fédéral.

Des 3 cas terminés par arrêts du plenum du Tribunal fédéral, 1 concernait la compétence des commissions fédérales d'estimation (pour le chemin de fer du Gothard sur le territoire du canton de Schwyz); le Tribunal fédéral a admis la compétence des commissions d'estimation. Dans les 2 autres cas, il s'agissait d'un recours contre la décision de la commission d'instruction; dans les 2 cas le Tribunal fédéral confirma la décision avec des modifications portant sur des questions secondaires.

3. Recours en réforme contre des jugements civils rendus par des tribunaux cantonaux.

Ces recours, au nombre de 314, se rapportaient à des matières réglées par le droit fédéral, savoir:

| | |
|--|----|
| Divorce | 22 |
| Opposition au mariage | 2 |
| Responsabilité des entreprises de chemins de fer et bateaux à vapeur | 11 |
| Responsabilité civile des fabricants et autres chefs d'exploitations industrielles | 35 |

Droit des obligations:

| | |
|---|----|
| Simulation | 1 |
| Actes illicites (article 50 et suivants, C. O.) | 38 |
| Enrichissement illégitime | 1 |
| Pénalité conventionnelle (clause pénale) | 3 |
| Cession | 2 |
| Reprise de dette | 2 |
| Droit de gage | 2 |
| Droit de rétention | 2 |
| Vente | 28 |
| Bail à loyer | 7 |

| | | |
|------------|----|----|
| A reporter | 86 | 70 |
|------------|----|----|

| | Report | 86 | 70 |
|---|--------|----|------------|
| Bail à ferme | | 2 | |
| Prêt | | 6 | |
| Louage de services | | 17 | |
| Louage d'ouvrage | | 12 | |
| Mandat | | 10 | |
| Représentation commerciale | | 3 | |
| Dépôt | | 2 | |
| Cautionnement | | 5 | |
| Exception de jeu | | 1 | |
| Société simple | | 2 | |
| Société en nom collectif | | 4 | |
| Société en commandite | | 2 | |
| Société par actions | | 4 | |
| Droit des associations | | 2 | |
| Droit de change | | 5 | |
| Assurance contre les accidents | | 4 | |
| Assurance contre l'incendie | | 2 | |
| Transport par chemin de fer | | 1 | |
| Autres contrats et obligations | | 6 | |
| | | — | 176 |
| Marques de fabrique et de commerce | | | 4 |
| Brevets d'invention | | | 9 |
| Actions révocatoires | | | 18 |
| Autres cas relatifs à la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite | | | 14 |
| Matières régies par le droit cantonal ou étranger | | | 23 |
| | | | <u>314</u> |

| Cantons. | Incompétence ou irrecevabilité du recours. | Retrait du recours ou transaction. | Recours déclarés fondés en tout ou en partie. | Recours rejetés. | Renvoi au tribunal cantonal. | Recours restés pendants. | Total. |
|----------------------------|--|--|---|------------------|---------------------------------|-----------------------------|--------|
| Appenzell-Rh. ext. | 1 | — | 1 | — | — | — | 2 |
| Appenzell-Rh. int. | — | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Argovie | 2 | 1 | 8 | 10 | — | 1 | 22 |
| Bâle-campagne | 2 | — | 1 | — | — | — | 3 |
| Bâle-ville | 6 | 1 | 2 | 12 | — | 1 | 22 |
| Berne (partie allemande) | 3 | 1 | 1 | 11 | — | 2 | 18 |
| Berne (partie française) | 4 | — | 2 | 1 | — | 1 | 8 |
| Fribourg | 3 | 1 | 4 | 3 | — | — | 11 |
| Genève | 12 | 2 | 12 | 9 | — | 1 | 36 |
| Glaris | — | — | — | — | — | — | — |
| Grisons | — | 1 | 1 | — | — | 1 | 3 |
| Lucerne | 4 | 6 | 3 | 12 | — | 1 | 26 |
| Neuchâtel | 4 | 1 | — | 6 | — | 3 | 14 |
| Nidwald | — | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Obwald | — | — | 3 | — | — | 1 | 4 |
| Schaffhouse | 1 | — | 1 | 2 | — | — | 4 |
| Schwyz | 1 | 2 | 2 | — | — | — | 5 |
| Soleure | — | 2 | 2 | 6 | — | — | 10 |
| St-Gall | 2 | — | 5 | 5 | — | — | 12 |
| Tessin | 2 | 1 | — | — | — | 1 | 4 |
| Thurgovie | 2 | 3 | 1 | 2 | — | 1 | 9 |
| Uri | — | — | — | — | 1 | — | 1 |
| Valais | 5 | — | 1 | 2 | — | 2 | 10 |
| Vaud | 2 | 3 | 4 | 8 | — | 3 | 20 |
| Zoug | — | — | 2 | — | — | — | 2 |
| Zurich | 10 | 14 | 7 | 28 | — | 7 | 66 |
| Total | 66 | 39 | 63 | 119 | 1 | 26 | 314 |

Les motifs pour lesquels, dans 66 cas, le Tribunal fédéral n'est pas entré en matière sur le recours étaient les suivants :

Dans 23 cas le Tribunal fédéral n'était pas compétent, parce que le droit cantonal (dans 20 cas), ou le droit étranger (dans 3 cas), était applicable.

Dans 9 cas la décision attaquée n'était pas un jugement au fond dans le sens de la loi d'organisation judiciaire.

Dans 10 cas la valeur du litige n'atteignait pas le minimum légal.

Dans 23 cas le recours était tardif ou irrecevable pour vice de forme.

Dans 1 cas le tribunal décida de ne pas entrer en matière sur le recours, pour le motif que le recourant ne possédait pas la vocation d'agir.

De ces 66 cas, 58 n'ont pas donné lieu à la désignation d'un rapporteur, mais ont été soumis directement à la section compétente par son président.

Les 63 cas dans lesquels le jugement cantonal a été partiellement ou entièrement réformé concernaient :

7 des divorces ;

4 la responsabilité des chemins de fer et bateaux à vapeur ;

9 la responsabilité des fabricants et autres chefs d'exploitations industrielles ;

37 le droit des obligations (actes illicites 9, vente 5, bail à loyer 2, bail à ferme 1, louage de service 5, mandat 1, droit de change 1, brevets d'invention 1, marques de fabrique et de commerce 1, cession de créances 1, louage d'ouvrage 3, simple prêt 1, cautionnement 2, représentation commerciale 1, assurance contre les accidents 2, autres contrats 1.)

2 l'action révocatoire ;

4 d'autres questions relatives à la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Dans la cause renvoyée à l'instance cantonale, il s'agissait d'un cas qui appelait l'application du droit cantonal (contrat d'entretien viager), mais auquel l'instance cantonale avait appliqué le droit fédéral.

La *procédure écrite*, prévue pour les affaires dont la valeur n'atteint pas 4000 francs, a été appliquée dans 62 cas.

Les recours se répartissent de la manière suivante entre les deux sections du Tribunal fédéral :

| | 1 ^{re} section. | 2 ^{me} section. | Total. |
|---|-----------------------------|--------------------------|------------|
| Causes reportées de 1901 à 1902 | 16 | 13 | 29 |
| Causes nouvelles en 1902 | 194 | 91 | 285 |
| | <u>Total</u> 210 | <u>104</u> | <u>314</u> |
| Causes terminées en 1902 | 198 | 90 | 288 |
| | <u>Restées pendantes</u> 12 | <u>14</u> | <u>26</u> |

Sur les 26 recours demeurés pendants à la fin de 1902, 22 sont arrivés dans le mois de décembre, 1 dans le mois d'octobre, 1 date du mois de juillet, 1 du mois de juin et 1 du mois de mai. L'affaire datant du mois de mai a dû être renvoyée en raison de sa connexité avec deux autres procès pendants. En ce qui concerne le recours interjeté en juin, il fallait attendre le sort d'un recours en cassation adressé à l'instance cantonale. L'affaire introduite en juillet exigeait la compulsions d'un dossier très volumineux ; cette circonstance et plusieurs autres eurent pour conséquence que le jugement n'a pu être rendu avant la fin de l'année. Quant au recours interjeté en octobre, l'audience à laquelle les parties avaient déjà été assignées à comparaître a dû être renvoyée à la suite du décès de l'une des parties et de l'ouverture de la succession sous bénéfice d'inventaire.

4 et 5. Demandes de revision et d'interprétation.

Des 4 cas de revision en matière civile traités en 1902, 2 ont été soumis à la 1^e section et 2 à la deuxième.

Trois demandes de revision furent repoussées ; une, soumise à la 2^e section, est encore pendante.

Des 3 demandes d'interprétation, l'une soumise à la 2^e section fut déclarée irrecevable. Des deux autres, concernant toutes deux des questions d'expropriation, une fut rejetée et l'autre est encore pendante.

6. Recours en cassation.

Des deux recours en cassation dont le tribunal a été nanti, l'un fut déclaré fondé et l'autre irrecevable.

7. Demandes de modération.

Une demande de modération, adressée à la 2^e section, est encore pendante.

II. Administration de la justice pénale.

a. Cour pénale fédérale.

Pendant l'année 1902 la Cour pénale fédérale a jugé deux affaires, dont l'une introduite en 1901 et l'autre en 1902 ; toutes les deux concernaient des contraventions à la loi sur les

douanes. Dans la première affaire, l'un des deux prévenus fut condamné et l'autre acquitté ; dans l'autre affaire, deux des prévenus furent condamnés, tandis que le troisième bénéficia d'un retrait de l'action.

b. Cour de cassation.

La *Cour de cassation* a été nantie en 1902 de 5 recours ; un sixième avait été introduit en 1901. De ces 6 recours, 5 furent liquidés en 1902 et 1 reporté à 1903. Deux de ces recours avaient trait à la protection des œuvres littéraires et artistiques, 1 à la Convention internationale concernant la navigation sur le lac Léman, 1 à la loi fédérale concernant la surveillance des entreprises privées en matière d'assurance, 1 à la loi fédérale concernant les mesures de police à prendre contre les épizooties, 1 au Concordat concernant la pêche sur le lac de Neuchâtel. Trois recours furent écartés, 1 retiré.

Deux de ces recours venaient du canton de Neuchâtel, 2 du canton d'Argovie, 1 du canton de Genève et 1 du canton d'Uri.

Les autres *autorités pénales fédérales* n'ont pas eu à exercer leur activité pendant l'année 1902.

III. Contestations de droit public.

Les contestations de droit public que le Tribunal fédéral a eu à traiter en 1902 se répartissent comme suit :

| Nature des causes. | Reportées de 1901. | Causes nouvelles. | Total. | Liquidées. | Pendantes. |
|---|-----------------------|----------------------|--------|------------|------------|
| 1. Contestations entre le Conseil fédéral et les cantons . | 1 | — | 1 | 1 | — |
| 2. Contestations entre cantons | 4 | 1 | 5 | 2 | 3 |
| 3. Extraditions | — | 8 | 8 | 8 | — |
| 4. Recours de particuliers ou de corporations | 65 | 300 | 365 | 303 | 62 |
| 5. Contestations relatives à la validité de renonciations à la nationalité suisse . . . | 1 | 1 | 2 | 2 | — |
| 6. Différends entre le Conseil fédéral et des compagnies de chemins de fer relativement à la comptabilité de celles-ci. | 1 | 1 | 2 | — | 2 |
| 7. Demandes de revision . . . | 1 | 7 | 8 | 8 | — |
| 8. Demandes d'interprétation . | — | 3 | 3 | 3 | — |
| Total | 73 | 321 | 394 | 327 | 67 |

1. Contestations entre le Conseil fédéral et les cantons.

La seule contestation de ce genre traitée en 1902 concerne un recours du Conseil fédéral contre le gouvernement tessinois au sujet des contributions à fournir aux frais des travaux nécessités par l'éboulement du Sasso Rosso près d'Airolo. Le recours fut partiellement admis.

Le tableau suivant indique le *sort* et l'*origine* des recours en réforme dont le Tribunal fédéral s'est trouvé nanti en 1902.

2. Contestations entre cantons.

Deux contestations de ce genre ont été liquidées en 1902; l'une concernait un recours de Fribourg contre Vaud au sujet de l'exécution d'un jugement et finit par être déclarée sans

objet; l'autre, un recours de Bâle-ville contre Lucerne au sujet de l'application de la loi fédérale sur les rapports de droit civil des étrangers établis ou en séjour.

3. Extraditions.

Sur les 8 demandes d'extradition liquidées en 1902, 2 émanaient du gouvernement autrichien, 2 de l'Empire d'Allemagne, 1 de Bavière, 3 d'Italie; toutes furent liquidées. L'une des extraditions demandées par le gouvernement autrichien fut refusée; l'une des demandes provenant de l'Italie fut liquidée par la renonciation à l'opposition de la part de l'individu requis. Dans les 6 autres cas l'extradition fut accordée.

4. Recours de particuliers et de corporations.

Au point de vue de la nature des dispositions dont la violation était alléguée par le recourant, les 365 recours de droit public traités par le Tribunal fédéral en 1902 se répartissent comme suit :

| | Causes reportées de 1901. | Causes nouvelles. | Total. | Liquidées. | Pendants. |
|--|---------------------------------|----------------------|--------|------------|-----------|
| a. Violation de la constitution fédérale | 42 | 215 | 257 | 224 | 33 |
| b. Violation de lois fédérales | 6 | 28 | 34 | 28 | 6 |
| c. Violation de constitutions cantonales | 14 | 46 | 60 | 37 | 23 |
| d. Violation de traités internationaux | 3 | 11 | 14 | 14 | — |
| | 65 | 300 | 365 | 303 | 62 |

a. Les 257 recours pour violation de la constitution fédérale avaient trait aux dispositions constitutionnelles ci-après :

| | |
|---|-------|
| Art. 4 (égalité devant la loi, déni de justice) | 183 |
| » 45 (liberté d'établissement) | 11 |
| » 46 (double imposition) | 20 |
| » 49 et 50 (articles confessionnels) | 4 |
| » 55 (liberté de la presse) | 3 |
| » 58 (garantie du juge naturel et interdiction des tribunaux extraordinaires) | 10 |
| » 59 alinéa 1 (garantie du for du domicile pour les réclamations personnelles et autres questions de for) | 22 |
| » 61 (exécution des jugements civils) | 3 |
| » 5 des dispositions transitoires (professions libérales) | 1 |
| | <hr/> |
| | 257 |

NB. L'existence d'un déni de justice a encore été alléguée dans d'autres recours que ceux classés sous cette rubrique; aussitôt qu'un recours formulait encore un autre grief, il fut classé d'après celui-ci.

b. Les 34 recours pour *violation de lois fédérales* avaient trait aux lois ci-après :

| | |
|---|-------|
| Loi fédérale sur l'extradition des malfaiteurs et accusés | 4 |
| » » » l'état-civil et le mariage | 1 |
| » » » la capacité civile | 14 |
| » » » la poursuite pour dettes et la faillite | 5 |
| » » » les rapports de droit civil des personnes établies ou en séjour | 8 |
| » » » l'expropriation | 2 |
| | <hr/> |
| | 34 |

c. Parmi les recours (60) pour *violation de constitutions cantonales*, ce sont, non seulement comme les autres années, ceux concernant l'inviolabilité de la propriété, mais encore ceux concernant l'autonomie communale, qui sont particulièrement nombreux.

d. Les 14 recours pour violation de *traités internationaux* concernaient :

| | |
|---|-----------|
| Le traité avec la France sur la compétence judiciaire | 9 |
| » » d'établissement avec l'Angleterre | 1 |
| » » » » l'Allemagne | 2 |
| La convention internationale sur les transports par chemin de fer | 1 |
| Le concordat intercantonal concernant les ecclésiastiques | 1 |
| | <u>14</u> |

L'origine et le sort des 365 recours émanant de particuliers et de corporations sont indiqués par le tableau suivant :

| Cantons. | Non entrée en matière. | Recours retirés ou devenus sans objet. | Recours déclarés fondés. | Recours écartés. | Recours restés pendants. | Total. |
|--------------------|------------------------|--|--------------------------|------------------|--------------------------|--------|
| Appenzell-Rh. ext. | — | 1 | — | 2 | — | 3 |
| Appenzell-Rh. int. | — | — | 1 | 2 | 1 | 4 |
| Argovie | 1 | 2 | 5 | 14 | 1 | 23 |
| Bâle-campagne | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 9 |
| Bâle-ville | 2 | — | — | 9 | 1 | 12 |
| Berne | 12 | 7 | 2 | 38 | 11 | 70 |
| Fribourg | 3 | 4 | 3 | 13 | 10 | 33 |
| Genève | 3 | 4 | 3 | 9 | 1 | 20 |
| Glaris | — | — | — | 1 | — | 1 |
| Grisons | 1 | — | — | 5 | 2 | 8 |
| Lucerne | 5 | 3 | 5 | 14 | 4 | 31 |
| Neuchâtel | 1 | 2 | 2 | 4 | — | 9 |
| Nidwald | — | — | 2 | 5 | — | 7 |
| Obwald | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 6 |
| Schaffhouse | — | — | — | 2 | 4 | 6 |
| Schwyz | 1 | — | 2 | 4 | 1 | 8 |
| Soleure | — | 2 | 1 | 2 | 2 | 7 |
| St-Gall | 1 | — | — | 1 | 1 | 3 |
| Tessin | 4 | 1 | 4 | 17 | 4 | 30 |
| Thurgovie | 3 | 1 | 2 | 4 | 2 | 12 |
| Uri | 2 | — | 5 | 3 | 1 | 11 |
| Valais | 1 | — | — | 3 | 1 | 5 |
| Vaud | 5 | — | 1 | 8 | 3 | 17 |
| Zoug | 1 | — | — | 2 | 1 | 4 |
| Zurich | 5 | 2 | 1 | 10 | 8 | 26 |
| Total | 54 | 31 | 43 | 175 | 62 | 365 |

Les 62 recours *demeurés pendants* datent : un de l'année 1899 (relatif à une fondation ecclésiastique dans le canton du Tessin, ne peut toujours pas être liquidé, les autorités cantonales ayant encore à trancher certaines questions de propriété), 1 de l'année 1900, 1 de 1901; les autres ont été introduits pendant l'année 1902, savoir 1 en janvier, 2 en février, 1 en avril, 2 en mai, 2 en juin, 6 en août, 5 en septembre, 8 en octobre, 13 en novembre et 15 en décembre.

Les motifs de la *non entrée en matière* dans 54 cas ont été les suivants : dans 24 cas l'incompétence du tribunal, dans 7 cas la tardiveté, dans 2 cas la prématurité du recours, dans 5 cas le défaut d'épuisement préalable des instances cantonales, dans 11 cas l'inobservation des formes légales, dans 1 cas le défaut de légitimation, dans 3 cas la non entrée en matière ne fut que partielle et dans 1 cas le recours était sans objet et partant irrecevable.

Des 43 recours déclarés complètement ou en partie fondés, 2 étaient dirigés contre une décision d'une autorité législative cantonale, 19 contre des décisions d'autorités exécutives ou administratives, et 22 contre des jugements d'autorités judiciaires.

Au point de vue de la *nature de la cause*, ces cas avaient trait :

- 14 à l'article 4 de la constitution fédérale (égalité devant la loi, déni de justice);
- 3 à l'article 45 de la constitution fédérale (liberté d'établissement);
- 2 à l'article 46 de la constitution fédérale (double imposition);
- 6 à l'article 59, alinéa 1^{er} de la constitution fédérale (questions de for);
- 1 à l'article 61 (exécution de jugements);
- 2 à la loi fédérale sur l'extradition des malfaiteurs et accusés;
- 4 à la loi fédérale sur la capacité civile;
- 1 à la loi fédérale sur les rapports de droit civil des personnes établies ou en séjour;
- 7 à la violation de droits garantis par des constitutions cantonales;
- 3 à la convention judiciaire franco-suisse.

Dans 38 cas, où le recours est apparu d'emblée comme irrecevable ou mal fondé, il n'a pas été nommé de juge rapporteur et l'affaire a été soumise directement à la II^e section

par son président. Toute une série de demandes se caractérisant d'emblée comme non fondées ne furent pas enregistrées comme des recours, mais liquidées par voie de correspondance. Parmi les plaintes de ce genre il y en a toujours un certain nombre provenant des mêmes personnes et se rapportant souvent à la même affaire.

Le président de la II^e section a, en outre, été nanti de 44 demandes de mesures provisionnelles dans le sens de l'article 185 de la loi organique. De ce nombre 8 ont été admises.

5. Contestations relatives à la validité de renonciations à la nationalité suisse.

L'un des deux cas jugés en 1902 concernait la demande d'un citoyen des Grisons et qui fut déclaré libéré des liens de la nationalité suisse, après avoir prouvé que, quoique séjournant en Europe, il était encore reconnu comme citoyen des Etats-Unis. L'autre cas concernait la renonciation d'un Zúricois, qui fut également déclaré libéré.

6. Contestations entre le Conseil fédéral et les compagnies de chemins de fer concernant la comptabilité de celles-ci.

Il n'y en eut pas.

7. Demandes de revision.

Des 8 demandes de revision, 7 furent repoussées et 1 déclarée irrecevable.

8. Demandes d'interprétation.

L'une des 3 demandes de ce genre fut rejetée, les deux autres déclarées irrecevables.

IV. Haute surveillance en matière de poursuites pour dettes et de faillite.

Le nombre total des recours traités pendant l'exercice écoulé a été de 185, dont 18 reportés de l'année précédente et 167 parvenus en 1902; 175 ont été terminés en 1902 et 10 reportés à l'exercice de 1903.

Au point de vue de la nature de la cause, les recours liquidés se répartissaient comme suit :

- 8 concernaient l'organisation des offices de poursuite et de faillite ou les obligations des préposés ;
- 2 la compétence des autorités de surveillance ;
- 15 des dénis de justice ou des retards injustifiés ;
- 10 le mode de poursuite ;
- 4 le for de la poursuite ;
- 2 la poursuite contre des femmes mariées ;
- 6 le commandement de payer ;
- 5 l'opposition ;
- 2 la main levée ;
- 2 l'annulation de la poursuite ;
- 9 la continuation de la poursuite ;
- 30 la saisie, son exécution et l'insaisissabilité de certains objets ;
- 4 la saisie de salaire ;
- 2 la participation à la saisie ;
- 4 le droit de rétention ;
- 7 la revendication de droits de propriété ou de gage sur des objets saisis ;
- 4 la revendication de droits de propriété dans la faillite ;
- 2 la réquisition de vente ;
- 1 la réalisation d'un gage ;
- 8 la réalisation de meubles ou de créances ;
- 9 la réalisation d'immeubles ;
- 7 la collocation des créanciers et la distribution du produit de la saisie ;
- 1 la déclaration de faillite ;
- 3 l'administration de la faillite ;
- 3 la liquidation de la masse ;
- 9 la collocation et la distribution des deniers dans la faillite ;
- 5 le séquestre et son exécution ;
- 2 l'acte de défaut de biens ;
- 5 les frais de poursuite et de faillite ;
- 1 la revision ;
- 2 une ^rpeine disciplinaire ;
- 1 une demande de revenir sur une décision.

Le tableau ci-après indique la *répartition* des recours suivant les *cantons*, ainsi que leur *sort*.

| Cantons. | Non entrée en matière. | Recours retirés ou dévons sans objet. | Recours déclarés fondés. | Recours écartés. | Recours restés pendans. | Total. |
|----------------------------|------------------------|---------------------------------------|--------------------------|------------------|-------------------------|--------|
| Appenzell-Rh. ext. | — | — | — | 1 | 1 | 2 |
| Appenzell-Rh. int. | — | 1 | — | 1 | 1 | 3 |
| Argovie | 1 | — | 2 | 7 | — | 10 |
| Bâle-campagne | — | — | — | 3 | — | 3 |
| Bâle-ville | 3 | 2 | 4 | 9 | — | 18 |
| Berne (partie allemande) | 3 | 1 | 3 | 10 | 1 | 18 |
| Berne (partie française). | — | — | — | 1 | — | 1 |
| Fribourg | — | — | 1 | 5 | — | 6 |
| Genève | — | — | — | 7 | — | 7 |
| Glaris | — | — | — | — | — | — |
| Grisons | — | — | — | — | — | — |
| Lucerne | 7 | — | 2 | 10 | 1 | 20 |
| Neuchâtel | — | — | 1 | 2 | — | 3 |
| Nidwald | — | — | — | 2 | — | 2 |
| Obwald | 1 | — | — | 1 | — | 2 |
| Schaffhouse | — | — | — | — | — | — |
| Schwyz | — | — | — | 6 | — | 6 |
| Soleure | 2 | — | — | 3 | — | 5 |
| St-Gall | — | — | 2 | 5 | — | 7 |
| Tessin | — | — | 6 | 13 | 1 | 20 |
| Thurgovie | 3 | — | 1 | 1 | — | 5 |
| Uri | — | — | 1 | — | — | 1 |
| Valais | — | — | 1 | 1 | — | 2 |
| Vaud | 1 | — | 5 | 7 | 1 | 14 |
| Zoug | 1 | — | — | 2 | 1 | 4 |
| Zurich | 2 | 1 | 3 | 17 | 3 | 26 |
| Total | 24 | 5 | 32 | 114 | 10 | 185 |

Dans 24 cas la Chambre des poursuites et des faillites n'est pas entrée en matière pour cause d'incompétence (parce qu'il s'agissait de recours contre des décisions d'autorités judiciaires), de défaut de vocation du recourant ou de vices de forme (préterition d'instance, défaut de données essentielles, recours tardif, etc., etc.).

Les 32 recours déclarés fondés concernaient les matières suivantes :

- 1 le renvoi à l'autorité de surveillance cantonale pour statuer à nouveau ;
- 2 devoirs des préposés ;
- 1 commandement de payer ;
- 1 lieu de la poursuite ;
- 1 opposition à la poursuite ;
- 1 main-levée d'opposition ;
- 2 continuation de la poursuite ;
- 2 saisie ;
- 1 saisie de salaire ;
- 3 objets insaisissables ;
- 2 la revendication de la propriété dans la poursuite par voie de saisie ;
- 1 annulation de poursuite ;
- 2 réalisation de biens meubles ou de créances ;
- 2 réalisation d'immeubles ;
- 1 répartition des deniers dans la poursuite par voie de saisie ;
- 1 revendication de la propriété dans la faillite ;
- 1 liquidation de la masse ;
- 3 collocation et répartition des deniers dans la faillite ;
- 1 le séquestre ;
- 1 le droit de rétention ;
- 1 les frais de poursuite ;
- 1 la revision.

32

V. Juridiction non contentieuse.

Une demande de liquidation dirigée contre le chemin de fer funiculaire de la cascade du Reichenbach fut reportée à l'année prochaine, à la suite d'une requête des requérants eux-mêmes.

VI. Récapitulation et durée moyenne des contestations.

Répartition de celles-ci d'après les langues nationales.

Le tableau suivant indique, en le comparant à celui de 1901, le chiffre total des affaires dont le Tribunal fédéral s'est trouvé nanti en 1902, ainsi que celui des causes qui ont été liquidées dans le cours de l'exercice.

| Nature des causes. | Total des causes. | | Causes liquidées. | |
|---|-------------------|-------|-------------------|-------|
| | 1901. | 1902. | 1901. | 1902. |
| <i>I. Affaires civiles.</i> | | | | |
| 1. Affaires portées directement devant le Tribunal fédéral . | 58 | 61 | 16 | 31 |
| 2. Affaires d'expropriation . | 206 | 238 | 88 | 105 |
| 3. Recours en réforme . | 315 | 314 | 286 | 288 |
| 4. Demandes de révision . | 4 | 4 | 3 | 3 |
| 5. Demandes d'interprétation . | 3 | 3 | 3 | 2 |
| 6. Recours en cassation . | 1 | 2 | 1 | 2 |
| 7. Demandes de modération . | 2 | 1 | 1 | — |
| <i>II. Affaires pénales.</i> | | | | |
| 1. Procès devant la cour pénale | 2 | 2 | 1 | 2 |
| 2. Recours en cassation . | 7 | 6 | 6 | 5 |
| <i>III. Contestations de droit public.</i> | | | | |
| 1. Conflits de compétence entre autorités fédérales et cantonales . | 2 | 1 | 1 | 1 |
| 2. Contestations entre cantons . | 8 | 5 | 4 | 2 |
| 3. Extraditions . | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 4. Recours de particuliers et de corporations . | 370 | 365 | 305 | 303 |
| 5. Renonciations à la nationalité suisse . | 2 | 2 | 1 | 2 |
| 6. Comptabilité des chemins de fer . | 2 | 2 | 1 | — |
| 7. Demandes de révision . | 4 | 8 | 3 | 8 |
| 8. Demandes d'interprétation . | — | 3 | — | 3 |
| <i>IV. Recours en matière de poursuite pour dettes et de faillite</i> | | | | |
| | 207 | 185 | 189 | 175 |
| <i>V. Jurisdiction non contentieuse</i> | | | | |
| | 2 | 1 | 2 | — |
| Total | 1203 | 1211 | 919 | 940 |

Au point de vue des *trois langues nationales*, les affaires traitées en 1902
se répartissent comme suit :

| | Suisse allemande. | Suisse française. | Suisse italienne. | Total. |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| <i>I. Affaires civiles :</i> | | | | |
| 1. Procès civils directs . . . | 37 = 60,65 % | 19 = 31,14 % | 5 = 8,21 % | 61 = 100 % |
| 2. Affaires d'expropriation. . . | 187 = 78,57 % | 51 = 21,43 % | — | 238 = 100 % |
| 3. Recours en réforme . . . | 217 = 69,00 % | 93 = 29,80 % | 4 = 1,20 % | 314 = 100 % |
| 4. Autres affaires civiles . . . | 5 = 50,00 % | 5 = 50,00 % | — | 10 = 100 % |
| <i>II. Affaires pénales :</i> | | | | |
| 1. Procès devant la cour pé- nale | — | 2 = 100 % | — | 2 = 100 % |
| 2. Recours en cassation . . . | 3 = 50,00 % | 3 = 50 % | — | 6 = 100 % |
| <i>III. Contestations de droit public</i> | | | | |
| | 262 = 61,67 % | 97 = 24,61 % | 35 = 13,72 % | 394 = 100 % |
| <i>IV. Recours en matière de poursuite pour dettes et de faillite.</i> | | | | |
| | 132 = 71,38 % | 33 = 17,82 % | 20 = 10,80 % | 185 = 100 % |
| <i>V. Jurisdiction non conten- tieuse</i> | | | | |
| | 1 = 100 % | — | — | 1 = 100 % |
| Total | 844 = 69,70 % | 303 = 25,00 % | 64 = 5,30 % | 1211 = 100 % |

Le tableau ci-après indique la *durée* des causes terminées en 1902 :

| Nature des causes. | Total des causes terminées en 1902. | Ont duré jusqu'au jugement | | | | | | | | | | | | Durée maximale jusqu'au jugement. | Durée moyenne | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------------------|----------------------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|---------------------|-----------------------|-------|--------|-----------------------|--|--|----------------|--|--|----------------|--|--|----------------|--|--|----------------|--|--|-----------------|--|--|------------------|--|
| | | 15 jours ou moins. | de 15 jours à 1 mois. | de 1 à 2 mois. | de 2 à 4 mois. | de 4 à 6 mois. | de 6 à 9 mois. | de 9 à 12 mois. | de 12 à 15 mois. | de 15 à 18 mois. | de 18 à 21 mois. | de 21 à 24 mois. | de 24 à 27 mois. | | au-delà de 27 mois. | jusqu'au jugement. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | de 15 jours ou moins. | | | de 15 jours à 1 mois. | | | de 1 à 2 mois. | | | de 2 à 4 mois. | | | de 4 à 6 mois. | | | de 6 à 9 mois. | | | de 9 à 12 mois. | | | de 12 à 15 mois. | |
| I. Affaires civiles. | | | | | | | | | | | | | | | Mois. | Jours. | Mois. | Jours. | Jours. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Procès portés directement devant le Tribunal fédéral | 31 | — | — | 1 | 2 | 1 | 2 | — | 3 | 4 | 2 | 1 | 1 | 14 | 172 | — | 28 | 4 | 34,7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Affaires d'expropriation | 105 | 1 | 2 | 1 | 5 | 10 | 12 | 15 | 17 | 15 | 12 | 9 | 1 | 5 | 31 | 3 | 13 | 7 | 7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3. Recours en réforme | 288 | 71 | 101 | 82 | 25 | 8 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 9 | 3 | 1 | 6 | 45 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4. Demandes de revision | 3 | 1 | — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 6 | — | 2 | 27 | 73 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5. Demandes d'interprétation | 2 | — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 3 | — | 1 | 29 | 5,5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6. Recours en cassation | 2 | 2 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 18 | — | 16 | 66,5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| II. Affaires pénales. | | | | | | | | | | | | | | | Mois. | Jours. | Mois. | Jours. | Jours. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Procès pénaux | 2 | — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 3 | 2 | 1½ | 25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Recours en cassation | 5 | — | — | 3 | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | 14 | 6 | 4 | 6 | 405 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| III. Contestations de droit public. | | | | | | | | | | | | | | | Mois. | Jours. | Mois. | Jours. | Jours. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Entre la Confédération et 1 canton | 1 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 5 | 24 | 5 | 24 | 136 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Entre 2 cantons | 2 | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | 1 | 28 | 24 | 19 | 27 | 25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3. Extraditions | 8 | 7 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 21 | — | 10½ | 20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4. Recours de particuliers et de corporations | 303 | 47 | 41 | 75 | 71 | 37 | 23 | 7 | — | — | — | — | — | 1 | 28 | 8 | 2 | 13 | 54 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5. Renoncements à la nationalité suisse | 2 | — | — | — | 1 | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | 10 | 21 | 6 | 22 | 33,5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6. Demandes de revision | 8 | 3 | 1 | 3 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 15 | 1 | 3 | 32 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7. Demandes d'interprétation | 3 | 2 | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 27 | — | 23 | 43 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IV. Recours en matière de poursuite pour dettes et de faillite | | | | | | | | | | | | | | | Mois. | Jours. | Mois. | Jours. | Jours. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 175 | 62 | 43 | 45 | 18 | 7 | — | — | — | — | — | — | — | — | 5 | 9 | 1 | 7 | 40 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 940 | 196 | 189 | 213 | 127 | 65 | 38 | 24 | 21 | 19 | 14 | 10 | 3 | 21 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Proportion | % | % | % | % | % | % | % | % | % | % | % | % | % | % | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 100 | 20,9 | 20,1 | 22,7 | 13,5 | 7,0 | 4,0 | 2,5 | 2,2 | 2,0 | 1,5 | 1,2 | 0,3 | 2,2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Veillez agréer, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Lausanne, 28 février 1903.

Au nom du Tribunal fédéral suisse:

Le président,

Bachmann.

Le greffier,

de Weiss.

Rapport du Tribunal fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion en 1902. (Du 28 février 1903.)

| | |
|---------------------|------------------|
| In | Bundesblatt |
| Dans | Feuille fédérale |
| In | Foglio federale |
| Jahr | 1903 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | 2 |
| Volume | |
| Volume | |
| Heft | 12 |
| Cahier | |
| Numero | |
| Geschäftsnummer | --- |
| Numéro d'affaire | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 25.03.1903 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 41-68 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 10 075 388 |

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.